

Je demeure dans une région défavorisée du nord de l'Ontario que je représente, c'est-à-dire la circonscription de Nickel Belt. En effet, on considère tout le nord de l'Ontario comme une région défavorisée. Cette région a 12 représentants à la Chambre. En 1968, 11 d'entre eux étaient des libéraux. Aujourd'hui, 9 d'entre eux sont des membres du parti au pouvoir qui occupent des postes précis et importants. Un est ministre, un autre est président du caucus libéral, un autre est whip adjoint et plusieurs sont présidents de comités permanents et secrétaires parlementaires.

Nous, les habitants du Nord de l'Ontario, nous rendons bien compte de la disparité entre notre partie de la province et d'autres régions du Canada, et même le Sud de l'Ontario. Il est juste de dire que le Nord de l'Ontario est une colonie soumise à une administration centraliste à Toronto et à un gouvernement très indifférent à Ottawa. J'ai souvent entendu dire que le Nord de l'Ontario a été la cheville ouvrière du soutien du parti libéral fédéral en Ontario. Pourquoi donc continuer à nous traiter comme le derrière du Canada?

Le gouvernement ontarien est également responsable de la mise en valeur du Nord de l'Ontario. Après tout, les conservateurs détiennent 8 des 16 sièges provinciaux du Nord de l'Ontario et il y a plusieurs ministres parmi ces représentants. Mais au cas où vous pensez que j'exagère le problème, je signale à la Chambre le Plan relatif à la région de Toronto préparé pour le gouvernement provincial et accepté par les conservateurs comme politique gouvernementale officielle. Le Plan relatif à la région de Toronto stipule:

Certaines raisons motivent la concentration de l'expansion dans la région dont Toronto est le centre, notamment

- (I) la prééminence de Toronto dans la vie sociale, économique et culturelle,
- (II) les liens qui l'unissent aux autres grandes villes canadiennes, surtout Montréal,
- (III) les liens avec les principaux marchés des États-Unis,
- (IV) la transformation des ressources du Nord de l'Ontario et la distribution des produits sur les marchés des États-Unis...

La population de la région de Toronto atteindra 8 millions d'âmes en l'an 2000.

La région de Toronto va demeurer le centre de la finance, de la fabrication, de la culture et des communications de l'Ontario et du Canada et aura des liens surtout avec les États-Unis.

Voilà donc ce que les conservateurs qui nous gouvernent à Toronto pensent officiellement du nord de l'Ontario. Pourtant, nous qui y vivons savons que la région est la source de la richesse minérale de l'Ontario et même de tout le Canada. Le pourcentage de la main-d'œuvre dans la fabrication secondaire y est pourtant bien moins élevé que les pourcentages provinciaux et fédéral. Nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons de l'uranium qui appartient au grand conservateur qui s'est présenté aux élections fédérales et qui a été défait. Il a dépensé \$92,000 à cette fin.

Environ 30 p. 100 de la main-d'œuvre du nord de l'Ontario travaille pour l'industrie forestière ou pour l'industrie minière. Les autres 70 p. 100 travaillent dans le domaine des services. Cette proportion est inférieure à la proportion acceptée entre le secteur tertiaire et les autres secteurs d'emploi. Même les perspectives de croissance sont épouvantables dans les circonstances actuelles. De 1966 à 1970, selon le ministère provincial des ressources naturelles, les richesses naturelles ont augmenté d'environ 70 p. 100, alors que l'emploi dans ce domaine a augmenté de 5,3 p. 100. Le Conseil économique du Canada confirme ces chiffres et indique que la croissance prévue de l'emploi dans l'industrie minière est légèrement inférieure à la

L'Adresse—M. Rodriguez

croissance de la production minière. De fait, M. J. Edward Grubb, président de l'INCO a déclaré il y a quelques mois à New York que cette année, 1973, la production de l'INCO serait obtenue par l'extraction du minerai de qualité supérieure, c'est-à-dire à haute teneur.

● (1600)

Eh bien, Inco y est arrivé, réduisant son effectif ouvrier de 18,000 qu'il était en janvier 1972 à 13,000 à la fin de 1973, tout en majorant ses profits de 100 p. 100 pour les porter au chiffre faramineux de 227 millions de dollars. Falconbridge, l'autre «parrain» du bassin de Sudbury, a accusé une augmentation de 770 p. 100 en 1973. D'ailleurs, quand on lit ce que les industries extractives ont réalisé dans le Nord de l'Ontario, on en a le souffle coupé quand on considère le sous-développement qui caractérise cette région du pays. La compagnie Abitibi a accusé une augmentation de 260 p. 100 et les Mines Noranda, de 75 p. 100.

Comment le gouvernement fédéral conçoit-il le Nord de l'Ontario. Considérons le ministère de l'Expansion économique régionale. Il a été créé en 1968 et dirigé par le ministre des Transports (M. Marchand) quand le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) était ministre des Transports. Ils s'amusaient à jouer à la chaise musicale. Le ministre de l'Expansion économique régionale a dit au comité permanent de l'expansion économique régionale, le 10 avril 1973, quatre ans après la création du ministère et la désignation du Nord de l'Ontario comme région spéciale:

Le Nord de l'Ontario a connu un taux d'accroissement démographique de moins de 1 p. 100 par année pendant toute la décennie des années 1960, soit un peu moins que la moyenne de la région atlantique. Il semble caractérisé par une double économie comprenant des centres urbains comme Thunder Bay, Sault-Sainte-Marie, Sudbury, North Bay et Timmins, où les revenus sont égaux ou supérieurs aux moyennes nationales, et des régions rurales et éloignées et des villes minières, où les revenus sont en général très inférieurs à la moyenne canadienne et où la croissance économique dépend presque entièrement de la production de ressources primaires.

Le climat social et économique qui règne en général dans le Nord de l'Ontario laisse supposer qu'il faudra faire des efforts spéciaux pour augmenter de façon importante l'emploi et la valeur de la production tirée à même les grandes ressources qui s'y trouvent et améliorer les conditions de vie dans certains des centres urbains.

Pas plus tard que cette semaine, le ministre a annoncé la signature d'un accord-cadre de développement avec la province de l'Ontario où il est stipulé—et c'est ce qu'il nous faudra attendre de voir dans le Nord de l'Ontario:

D'autres accords secondaires concernant des régions du Nord de l'Ontario sont à l'étude. Le premier d'entre eux a trait au Nord-Ouest de l'Ontario et comporte une série de mesures économiques régionales qui pourraient inclure des routes d'accès aux ressources, une étude sur la rentabilité d'un complexe et d'une infrastructure industriels dans des centres choisis d'expansion. Un deuxième portera sur le Nord-Est de l'Ontario.

Nous avons recouru aux études, monsieur l'Orateur. On a effectué des milliers d'études sur la façon de diversifier l'industrie secondaire et d'entreprendre l'exploitation du Nord de l'Ontario. C'est tout ce dont j'entends parler depuis mon arrivée ici. Le problème a été étudié à l'excès. Il est temps d'agir.

Un des thèmes que lançait le MEER l'an dernier était celui de la décentralisation. Mais qu'avons-nous constaté depuis? Nous nous sommes rendu compte que le MEER n'est pas décentralisé dans le Nord de l'Ontario. De fait, il a été centralisé à Toronto. Quiconque a vécu dans le Nord de l'Ontario connaît l'antagonisme manifesté par la population du Nord à l'égard de celle du Sud. En situant à Toronto un bureau du MEER qui est censé faciliter l'exploitation du Nord de l'Ontario, on s'attaque maladroitement